

Les Maliens sont divisés sur le rôle de l'Islam et pensent que les politiciens se servent de la religion pour régner

Dépêche No. 211 d'Afrobaromètre | Thomas Isbell et Fadimata Haïdara

Résumé

L'Islam est ancré au Mali depuis plusieurs siècles, et a parfois représenté des espoirs sociaux et politiques ainsi que religieux. Pendant la période coloniale, l'Islam est devenu un instrument de résistance; les Français ont réagi en essayant de dresser un « Islam noir » modéré contre un « Islam arabe » plus menaçant. L'Islam n'a joué aucun rôle majeur dans la politique post-indépendance, mais après l'avènement de la démocratie en 1991, au cours d'une période où l'autorité de l'état s'était affaiblie, l'Islam a contribué à combler l'absence de leadership socioéconomique et politique (International Crisis Group, 2017).

En 2012, suite au coup d'état ayant évincé le Président Amadou Toumani Touré puis à une rébellion Touareg, divers groupes armés ont pris le contrôle de la région Nord et plus récemment du centre du Mali. Ces groupes revendiquent, entre autres, l'instauration d'un état islamique et l'application de la Charia (Laub & Masters, 2015; George, 2012). Les événements récents ont mis en exergue une nouvelle dynamique Islamique dans la politique malienne, exploitée par les élites politiques, les leaders musulmans devenant des partenaires politiques de grande valeur, surtout pendant les périodes électorales (Haïdara, 2015). En dépit d'une grande attention régionale et internationale, les conflits internes au Mali demeurent non-résolus, et leurs conséquences à long terme sont incertaines (BBC, 2013; Human Rights Watch, 2017; Lacher, 2013).

Comment le Malien lambda perçoit-il le rôle de l'Islam dans son pays? Les données de la dernière enquête d'Afrobaromètre révèlent de grosses divergences de vues. Une faible majorité de Maliens pensent que l'Islam devrait être la religion d'état du pays, et presque la moitié d'entre eux soutiennent l'introduction de la Charia. Dans le même temps, une majorité des Maliens sont d'accord que l'Islam restreint les libertés personnelles et que les politiciens utilisent l'Islam pour régner.

Mais les Maliens rejettent fortement les affirmations selon lesquelles l'Islam prône la violence et est incompatible avec le progrès social et économique.

Enquête d'Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non partisan qui conduit des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les Situation économique et les problèmes connexes dans les pays d'Afrique. Six rounds d'enquêtes ont été conduits dans quelques 37 pays entre 1999 et 2015, et les enquêtes du Round 7 sont en cours depuis 2016. Afrobaromètre réalise des interviews en face-à-face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs à échelle nationale.

L'équipe nationale malienne d'Afrobaromètre, dirigée par le Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), s'est entretenue avec 1.200 adultes maliens en

février 2017. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec une marge d'erreur d'échantillonnage de +/-3% à un niveau de confiance de 95%.

Conformément à leur proportion par rapport à la population totale du Mali, les échantillons de petites dimensions dans les régions faiblement peuplées de Kidal, Gao, et Tombouctou produisent des résultats dont les marges d'erreur sont très importantes. Les résultats devront être considérés strictement suggestifs, surtout à Kidal.

Des enquêtes d'Afrobaromètre ont été précédemment conduites au Mali en 2001, 2002, 2005, 2008, 2012, 2013, et 2014.

Principaux résultats

- La majorité (55%) des Maliens affirment que l'Islam devrait être la religion d'état de leur pays, et presque la moitié (46%) pensent que le Mali devrait appliquer la Charia. Les répondants qui sont jeunes et ceux qui sont non-instruits sont plus favorables à l'instauration de la Charia que leurs compatriotes plus âgés et plus instruits.
- Plus de la moitié (55%) des Maliens contestent l'idée selon laquelle la crise au Nord du pays a établi que l'Islam peut conduire à des excès, et 24% d'entre eux seulement pensent que l'Islam prône la violence à l'encontre des non-Musulmans.
- Presque trois-quarts (72%) des Maliens affirment que les politiciens se servent de l'Islam pour régner.
- La majorité des Maliens pensent que l'Islam restreint les libertés personnelles (60%) et est incompatible avec la liberté d'expression (55%). Mais trois répondants sur 10 (29%) seulement pensent que l'Islam est incompatible avec le progrès économique et social.

Rôle et impact de l'Islam dans la société malienne

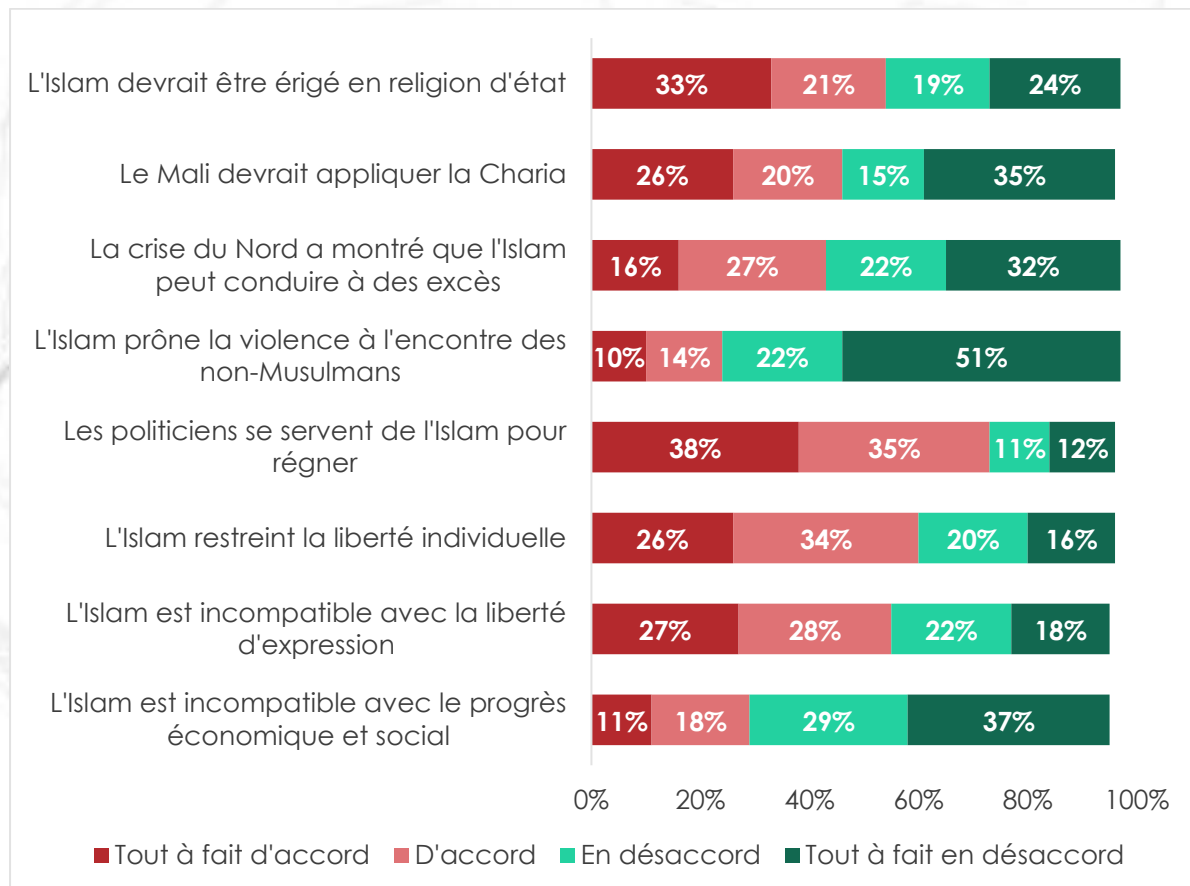
Comme le montre la Figure 1, le Mali englobe un riche mélange d'opinions sur l'impact et le rôle de l'Islam dans la société.

Plus de la moitié (55%) des répondants voudraient que l'Islam devienne la religion d'Etat du pays, parmi lesquels 33% soutiennent « tout à fait » un tel changement. Mais 43% sont opposés à cette idée. Et les nombreux Maliens qui voudraient que le pays institue la Charia (46%) sont dépassés en nombre par leurs compatriotes qui s'opposent à une telle option (50%).

La majorité des répondants (55%) ne perçoivent pas la crise du Nord comme la preuve du fait que l'Islam peut mener à des excès, et presque trois-quarts d'entre eux (73%) rejettent l'idée selon laquelle l'Islam prône la violence à l'encontre des non-Musulmans, parmi lesquels 51% sont « tout à fait en désaccord ».

D'autre part, une majorité tout aussi forte (72%) pensent que les politiciens se servent de l'Islam pour régner, et des majorités moindres sont d'accord que l'Islam restreint les libertés individuelles (60%) et est incompatible avec la liberté d'expression (55%). Cependant, moins d'un répondant sur trois (29%), pensent que l'Islam est incompatible avec le progrès économique et social.

Figure 1: Perceptions du rôle et de l'impact de l'Islam | Mali | 2017



Question posée aux répondants: Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non. (NB: En raison de l'arrondissement, le pourcentage rapporté pour les catégories combinées, comme « d'accord/tout à fait d'accord, » pourraient différer de la somme des sous-catégories, d'1 point de pourcentage.)

Perceptions de l'Islam comme religion d'état

Un certain nombre de facteurs peuvent contribuer au fait que la majorité des répondants préfèrent que l'Islam soit érigé en religion d'état du Mali, dont le fait que le pays soit musulman à 94% et que les citoyens expriment une plus grande confiance envers les leaders islamiques (79% affirment leur faire « quelque peu » ou « beaucoup » confiance) qu'envers le président (56%), l'Assemblée Nationale (49%), ou d'autres institutions formelles. Par ailleurs, 63% des Maliens décrivent leurs conditions de vie avec les qualificatifs « assez mauvaises » ou « très mauvaises », et 75% affirment que le gouvernement actuel s'emploie « assez mal » ou « très mal » à améliorer les conditions de vie des pauvres (GREAT, 2017).

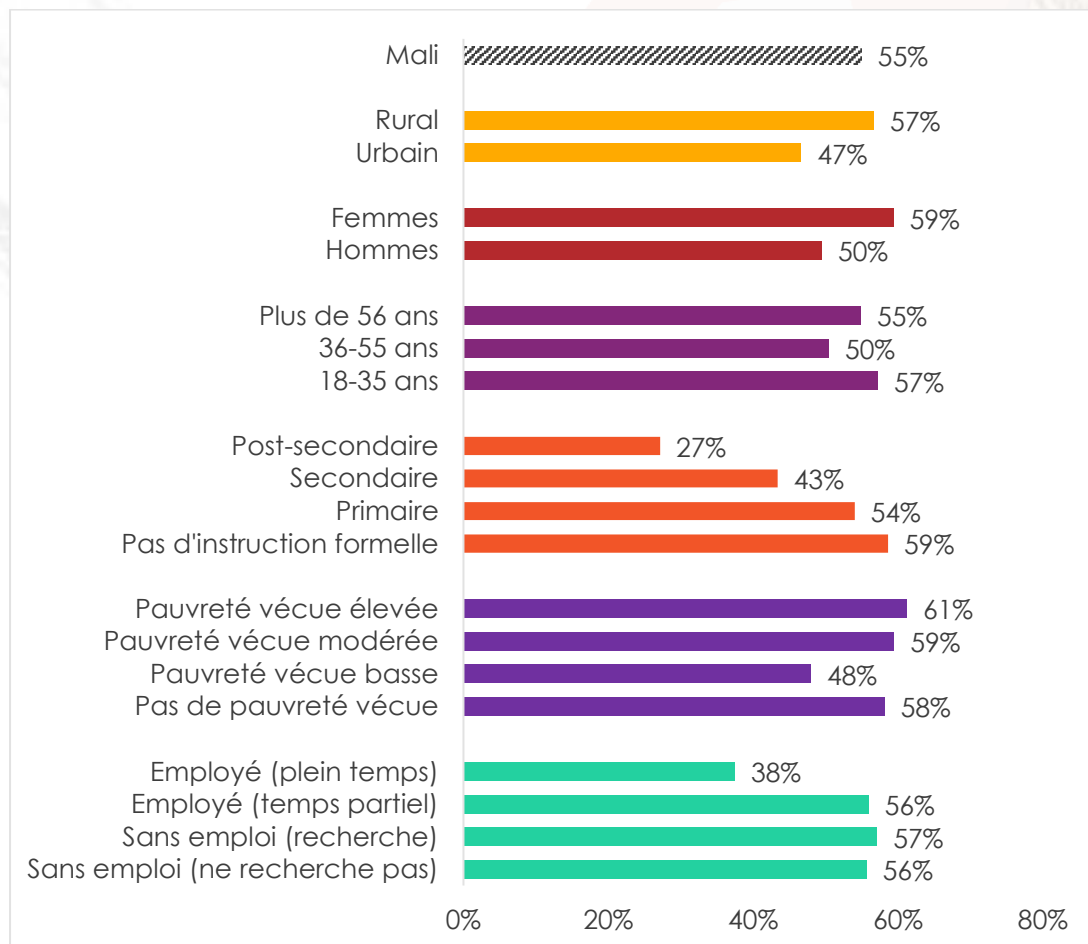
Considérant le soutien à une religion d'état parmi les principaux groupes socio-démographiques (Figure 2), nous constatons que les répondants ruraux (57%) et les femmes (59%) sont plus susceptibles d'approuver l'idée que les citoyens (47%) et les hommes (50%). Mais les divergences les plus marquées sont celles en rapport avec le niveau d'instruction des répondants: Ceux qui possèdent une instruction post-secondaire (27%) sont de loin moins susceptibles d'être en faveur d'une religion d'état que leurs compatriotes de niveau secondaire (43%) ou primaire (54%), ou qui n'ont aucun niveau d'instruction formelle (59%). Les répondants ayant des emplois à temps plein (38%) sont beaucoup moins susceptibles de vouloir une religion d'état que les travailleurs à temps partiel ou les chômeurs (56%).

Le soutien à l'Islam comme religion d'état est plus faible parmi les répondants d'âge moyen (50%) et ceux d'entre eux qui affichent un niveau bas de pauvreté vécue¹ (48%), mais les tendances sont moins distinctes.

Le soutien à l'Islam comme religion d'état est écrasant dans les régions Nord de Kidal (100%), Gao (73%), et Tombouctou (73%) (Figure 3), peut-être parce que ces régions ont des traditions Islamiques séculaires et que les crises récentes ont souligné le désir de préserver une version modérée de l'Islam, ainsi que la nécessité qu'un état compétent prenne soin des populations.

En revanche, seules des minorités dans les régions de Bamako (45%) et Koulikoro (39%) soutiennent l'avènement d'une religion d'état.

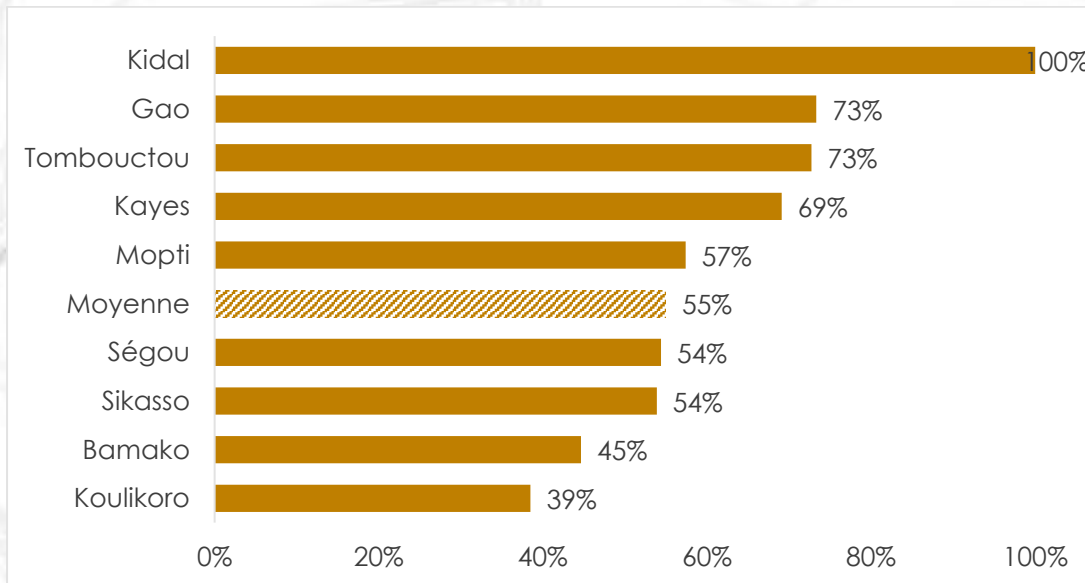
Figure 2: Soutien à l'Islam comme religion d'état au Mali | par groupe socio-démographique | Mali | 2017



¹ Afrobaromètre évalue le niveau de pauvreté vécue sur la base des réponses aux questions suivantes: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez dû faire face aux situations suivantes: Nourriture insuffisante pour manger à sa faim? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques? Manque de médicaments ou de soins médicaux? Manque de combustible pour la cuisson des repas? Manque d'argent?

Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Puisque l'Islam est la religion dominante, il devrait être érigé en religion d'état? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Figure 3: Soutien à l'Islam comme religion d'état au Mali | par région | Mali | 2017



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Puisque l'Islam est la religion dominante, il devrait être érigé en religion d'état? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

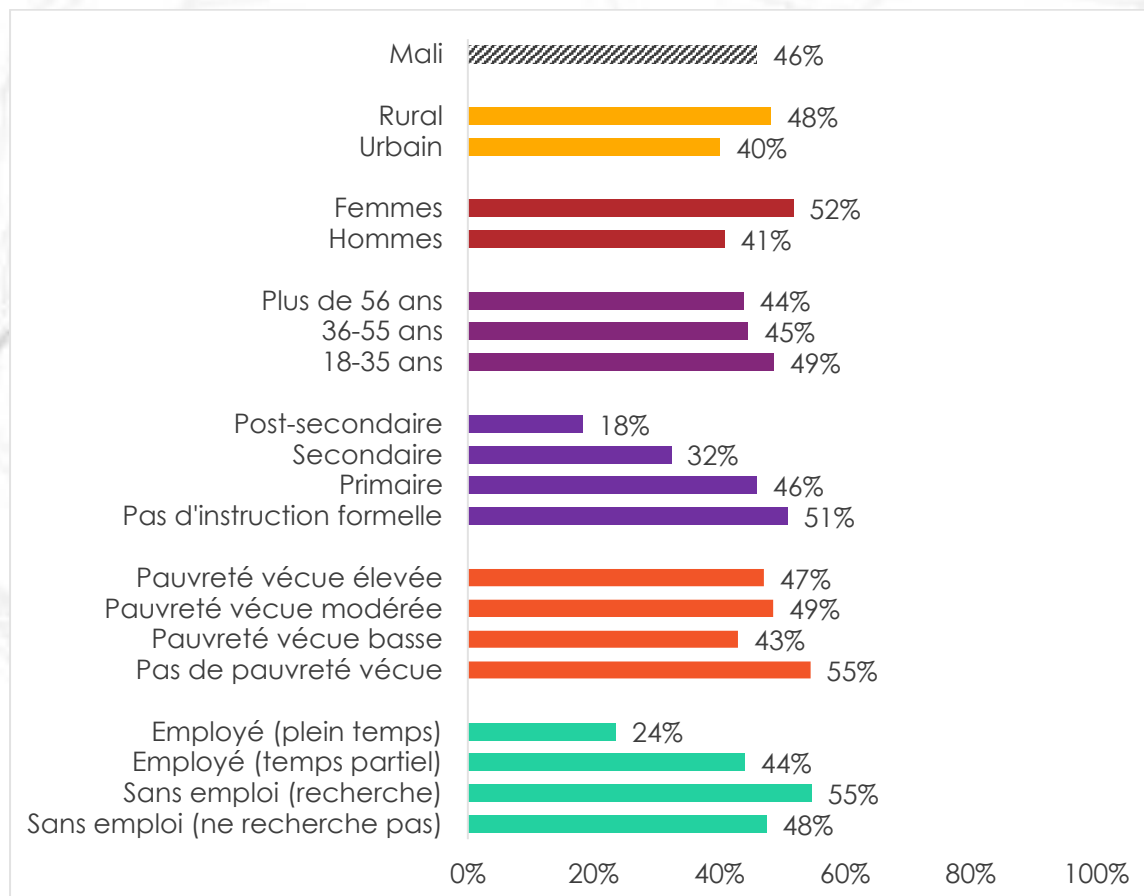
Attitudes envers l'application de la Charia au Mali

Comme on peut le voir ci-dessus (Figure 1), les Maliens sont presque à parts égales divisés sur la question de savoir si le pays devrait appliquer la Charia, à 46% pour et 50% contre. Les tendances du soutien pour la Charia sont presque identiques à celles du soutien à l'Islam comme religion d'état du pays, quoiqu'à un degré légèrement moindre (moins de la majorité) (Figure 4). De même, les résidents ruraux (48%), les femmes (52%), et les répondants les moins instruits sont les plus susceptibles d'être en faveur de cette idée. Curieusement, les répondants les plus nantis (c.-à-d. ceux qui ont un « niveau zéro de pauvreté vécue ») sont plus susceptibles de soutenir la Charia (55%) que leurs compatriotes moins nantis, quoique le soutien à cette idée soit particulièrement faible parmi les répondants les mieux instruits et les répondants travaillant à plein temps. Ce paradoxe reflète peut-être le fait que la classe des plus riches inclut beaucoup de commerçants qui ont reçu une éducation coranique dans des écoles arabes ou franco-arabes et sont donc habitués à la législation islamique et sont ainsi plus enclin à soutenir la Charia.

Presque deux-tiers des répondants des régions de Kayes (64%) et Tombouctou (63%) soutiennent l'application de la Charia, tandis qu'environ un tiers seulement à Ségou (35%) et Kidal (33%) sont d'accord (Figure 5). Les perceptions sur la Charia diffèrent d'une région à l'autre pour plusieurs raisons potentielles. Notons que Kidal, qui est la plus en faveur de l'Islam comme religion d'état, est la moins en faveur de la Charia. Ce paradoxe apparent pourrait refléter une expérience traumatique de Kidal quand, durant la crise, certains groupes armés ont installé des tribunaux islamiques conduits par des juges de circonstance qui ont appliqué la Charia arbitrairement (International Crisis Group, 2017). La région de Ségou, où 35% seulement sont en faveur de l'application de la Charia, a également connu des attaques et reçu beaucoup de personnes déplacées provenant des zones de conflit; en outre, les

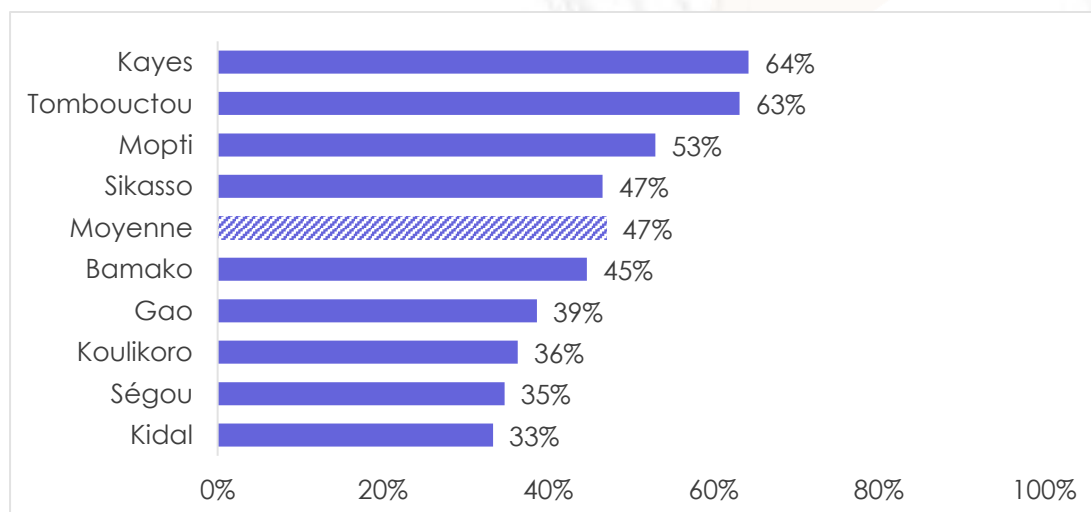
habitants de Ségou accordent beaucoup d'importance à leurs traditions et cultures, et appliquer la Charia pourrait signifier la perte de leur fierté.

Figure 4: Soutien à l'application de la Charia | par groupe socio-démographique | Mali | 2017



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Le Mali devrait appliquer la Charia? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Figure 5: Soutien à l'application de la Charia | par région | Mali | 2017



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Le Mali devrait appliquer la Charia? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

L'Islam peut-il conduire à des excès?

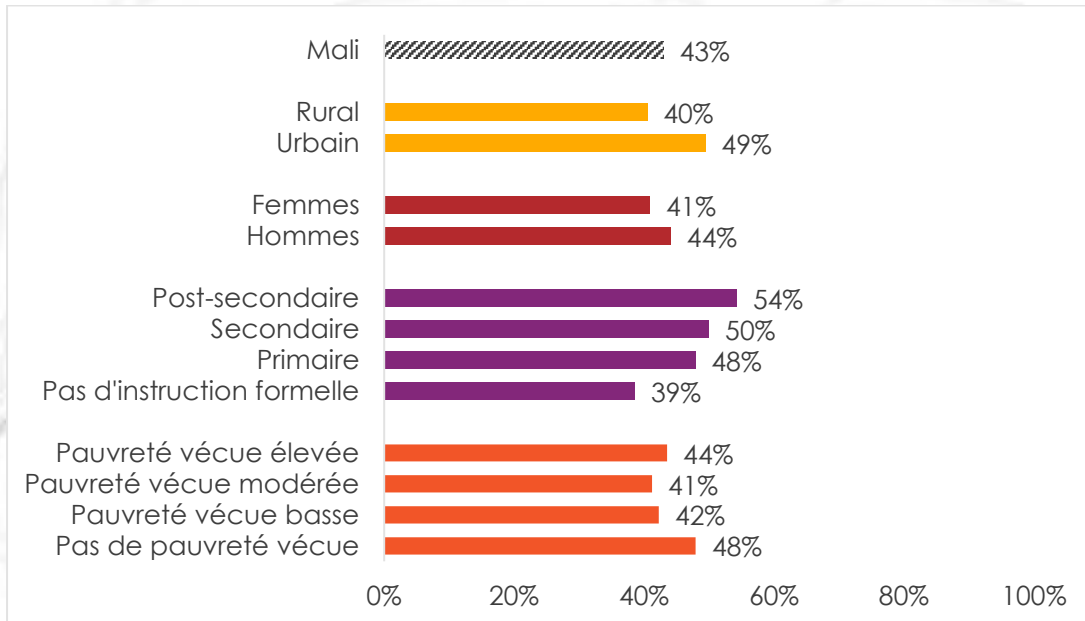
En dépit de leurs expériences bouleversantes pendant la crise dans le Nord (Coulibaly & Coulibaly, 2018), la majorité (55%) des Maliens rejettent l'idée que la crise a montré que l'Islam « peut conduire à des excès ». Parmi les 43% qui affirment que la crise a en effet établi que l'Islam peut conduire à des excès, les résidents urbains (49%), les répondants justifiant d'une instruction post-secondaire (54%), et les répondants riches (48%) sont représentés par une fréquence au-dessus de la moyenne (Figure 6).

Les répondants à Kidal (67%) et Gao (61%) – deux régions fortement affectées par la violence des groupes armés – perçoivent le plus fréquemment les excès de l'Islam pendant la crise dans le Nord (Figure 7). Inversement, beaucoup moins de répondants à Tombouctou (30%) et Mopti (17%) expriment cette perception. Bien que ces régions aient également souffert d'un profond traumatisme durant la crise, Tombouctou et Mopti sont des régions où le Coran est enseigné depuis des siècles dans les universités et grandes écoles, dans une culture d'Islam modéré où les gens pourraient être moins susceptibles de blâmer la religion comme étant la source des excès des groupes extrémistes armés.

L'idée selon laquelle l'Islam prône la violence à l'encontre des non-Musulmans a encore moins de partisans au Mali: Un répondant sur quatre (24%) seulement sont d'accord, tandis qu'environ trois-quarts (73%) sont en désaccord, parmi lesquels 51% sont « tout à fait en désaccord ».

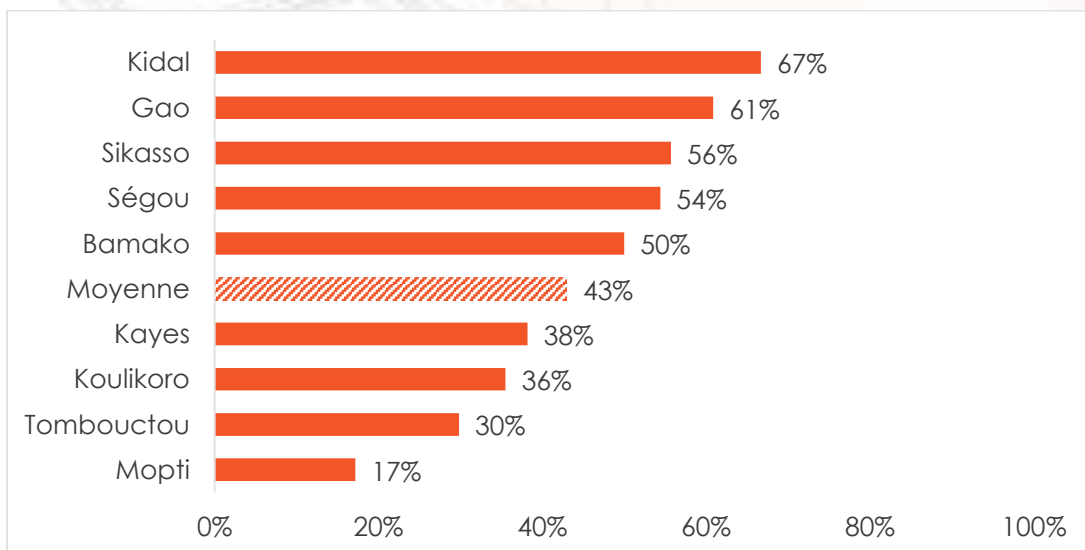
Ces perceptions sont constantes dans les groupes socio-démographiques majeurs mais varient considérablement d'une région à l'autre (Figure 8). Les résidents de Kidal (50%) et de Ségou (37%), où les groupes armés qui font la promotion du *djihad* sont particulièrement forts, et où les prêches en faveur des ambitions politiques et religieuses ont augmenté depuis le début de la crise de 2012, sont très susceptibles d'être d'accord/tout à fait d'accord avec cette idée selon laquelle l'Islam serait en faveur de la violence. D'autre part, cette opinion est partagée par très peu de résidents à Tombouctou (2%) et Mopti (18%), des régions affichant une longue histoire d'un Islam modéré.

Figure 6: 'La crise du Nord a montré que l'Islam peut conduire à des excès'
| par groupe socio-démographique | Mali | 2017



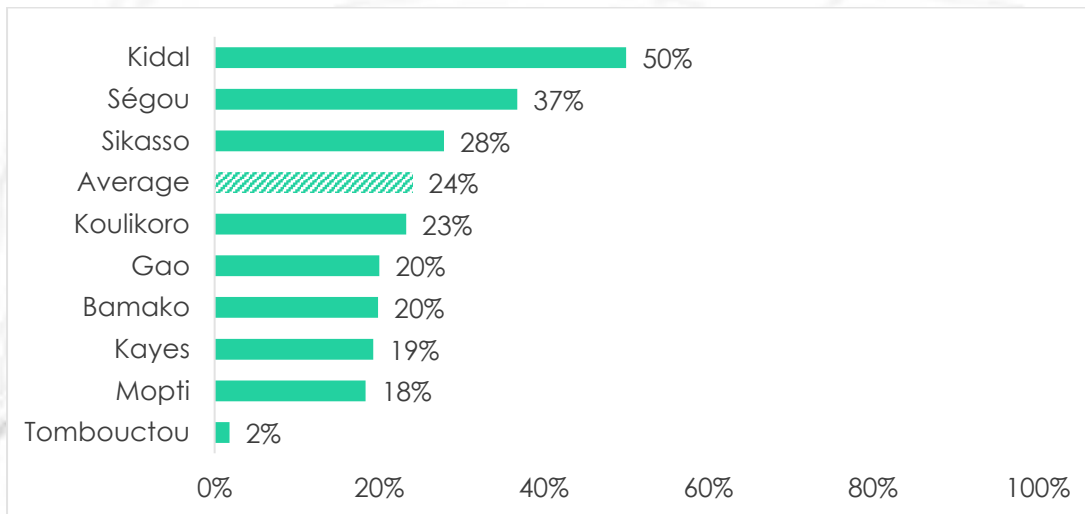
Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: La crise du Nord a montré que l'Islam peut conduire à des excès? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Figure 7: 'La crise du Nord a montré que l'Islam peut conduire à des excès'
 | par région | Mali | 2017



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: La crise du Nord a montré que l'Islam peut conduire à des excès? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Figure 8: 'L'Islam prône la violence contre les non-Musulmans'
 | par région | Mali | 2017

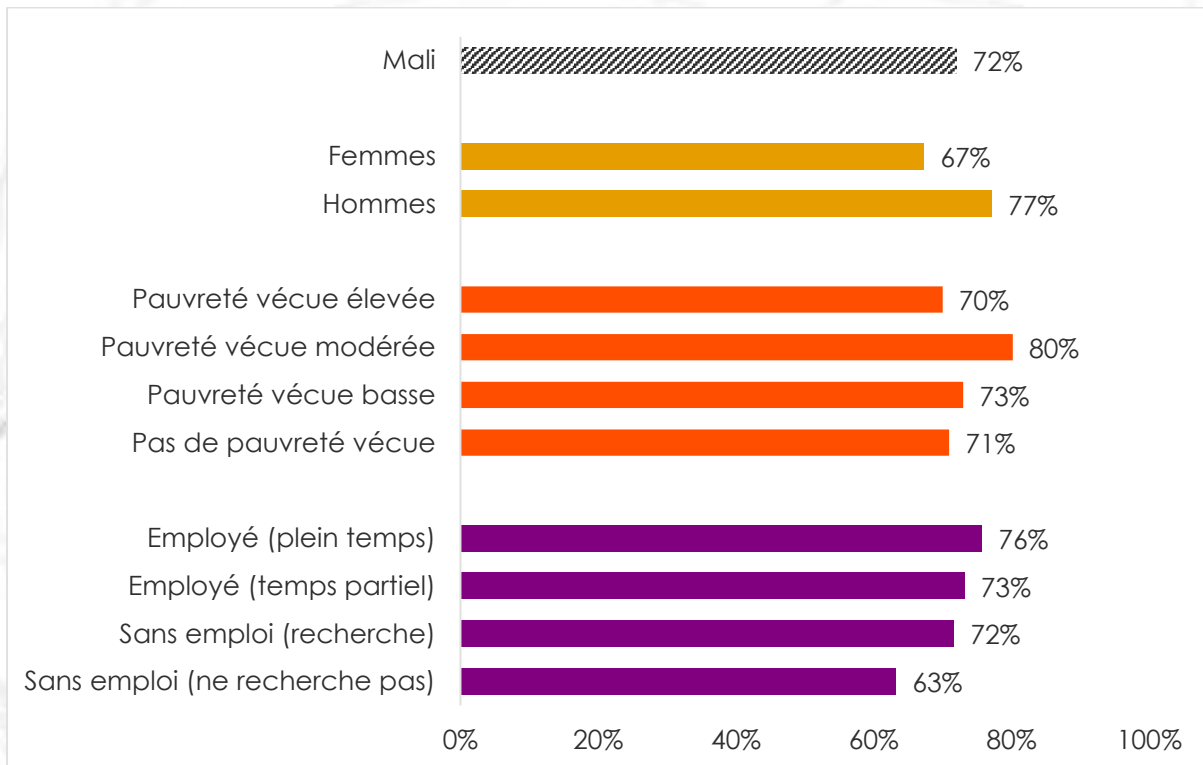


Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: L'Islam prône la violence contre les non-Musulmans? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Les politiciens se servent de l'Islam pour régner

Même si la plupart des Maliens rejettent l'idée selon laquelle l'Islam serait en faveur de la violence, plus de sept répondants sur 10 (72%) sont d'accord pour dire que les politiciens se servent de l'Islam pour satisfaire leurs ambitions politiques, parmi lesquels 38% sont « tout à fait d'accord » avec cette affirmation. La perception selon laquelle les politiciens s'appuient sur l'Islam pour régner est particulièrement répandue parmi les répondants de sexe masculin (77%) et les plus pauvres (76%) (Figure 9).

Figure 9: 'Les politiques se servent de l'islam pour régner' | par groupe socio-démographique | Mali | 2017



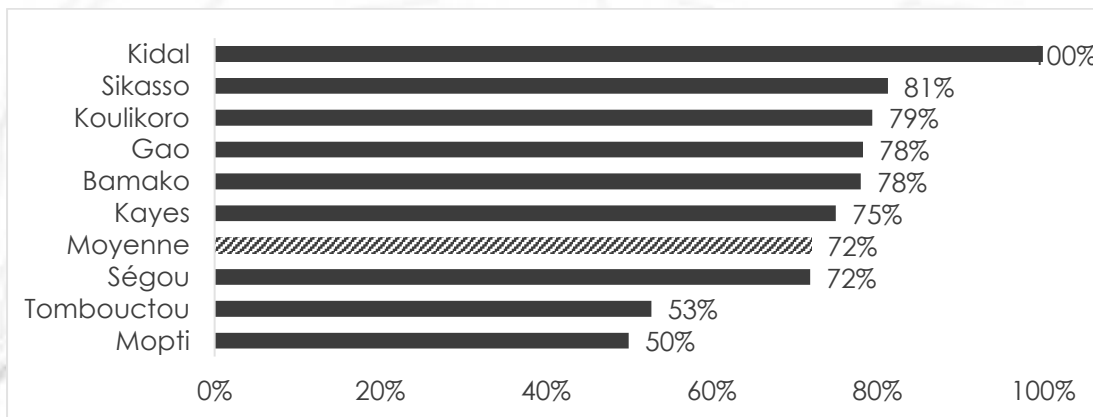
Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Les politiques se servent de l'islam pour régner? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

L'une des raisons pour lesquelles les politiciens pourraient être perçus comme s'appuyant sur l'islam pour régner est la recherche du soutien des leaders islamiques, qui se considèrent comme les garants des valeurs maliennes et pourraient influencer les électeurs lors des élections. Ceci s'observe particulièrement dans la partie méridionale du pays, où les leaders islamiques gagnent en importance dans la sphère publique. Au centre et au Nord du Mali, certains leaders politiques locaux sympathisent avec les populations musulmanes en tenant des discours à visées islamistes tels que la création d'un état islamique et l'application de la Charia.

Certains observateurs ont fait des mises en garde selon lesquelles les tentatives de politisation de l'islam pourraient s'intensifier à l'avenir, surtout si les élites actuelles continuent de démontrer leur incapacité à faire sortir le Mali de la crise (International Crisis Group, 2017; Haïdara, 2015), facilitant potentiellement des liens entre les groupes armés se réclamant d'un état islamique dans le Nord Mali et une influence croissante de l'islam dans la sphère politique nationale.

La perception selon laquelle les politiciens se servent de l'islam est largement partagée d'une région à l'autre (Figure 10), reflétant l'influence croissante de l'islam dans la sphère politique. Les exceptions sont les régions de Tombouctou (53%) et Mopti (50%), dont la grande culture de l'enseignement islamique pour les étudiants provenant de tout le Mali et de l'étranger les maintient plus éloignées de la politique.

Figure 10: 'Les politiques se servent de l'islam pour régner' | par région | Mali | 2017



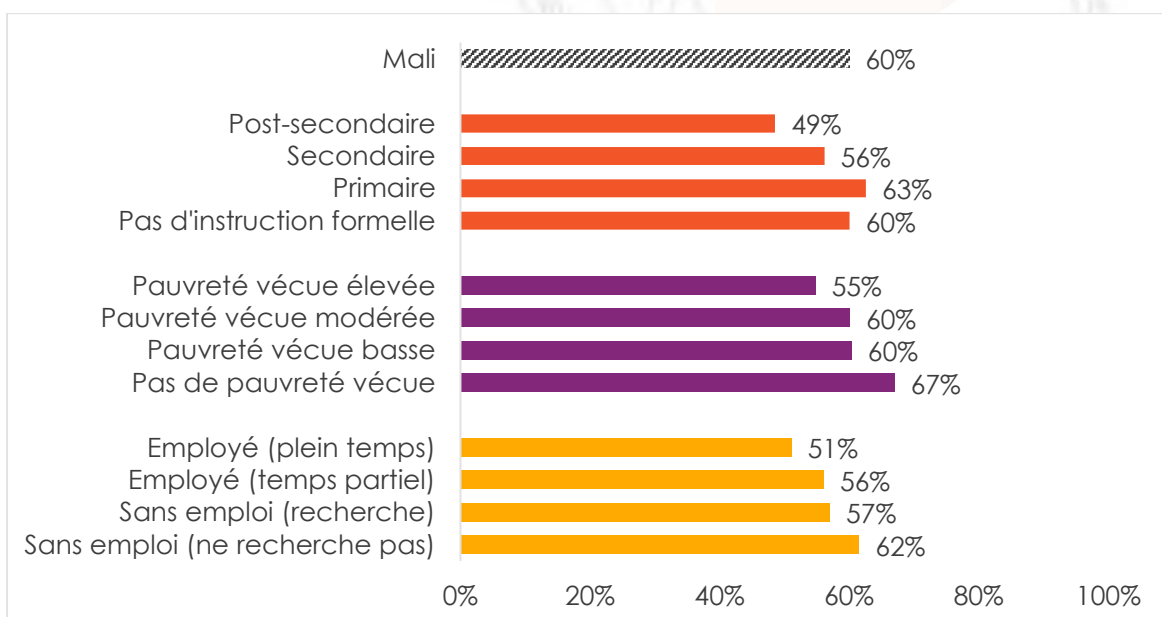
Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Les politiques se servent de l'islam pour régner? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Impact de l'Islam sur les droits et le progrès

Quand bien même la majorité des Maliens approuvent l'Islam comme religion d'état, certains parmi ces mêmes répondants affirment également que l'Islam restreint la liberté individuelle. Mais ils ne perçoivent pas l'incompatibilité de l'Islam avec le progrès économique et social.

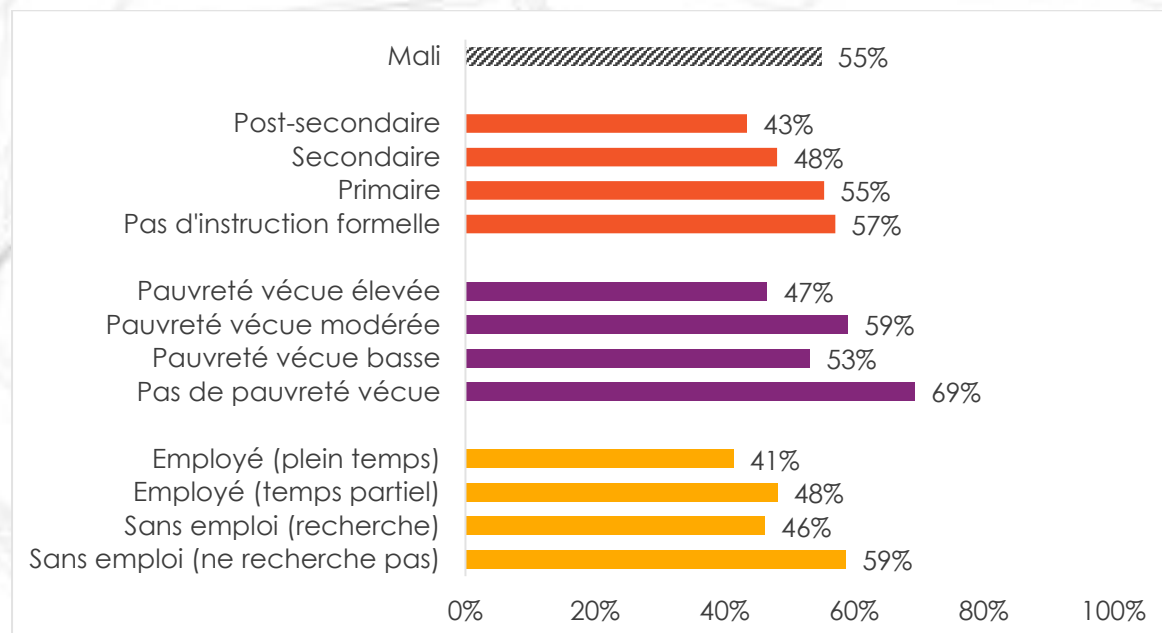
Six Maliens sur 10 (60%) affirment que l'Islam « restreint la liberté individuelle », et une majorité légèrement plus faible (55%) sont d'accord pour dire que l'Islam « est incompatible avec la liberté d'expression ». Ces idées sont les moins portées par les répondants ayant un niveau d'éducation post-secondaire, les employés à temps plein, et les plus pauvres (Figure 11 et Figure 12) – des résultats paradoxaux qui pourraient nécessiter une analyse plus profonde afin de mieux comprendre le sens de ces affirmations dans chaque groupe.

Figure 11: 'L'Islam restreint la liberté individuelle' | par groupe socio-démographique | Mali | 2017



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: L'Islam restreint la liberté individuelle? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

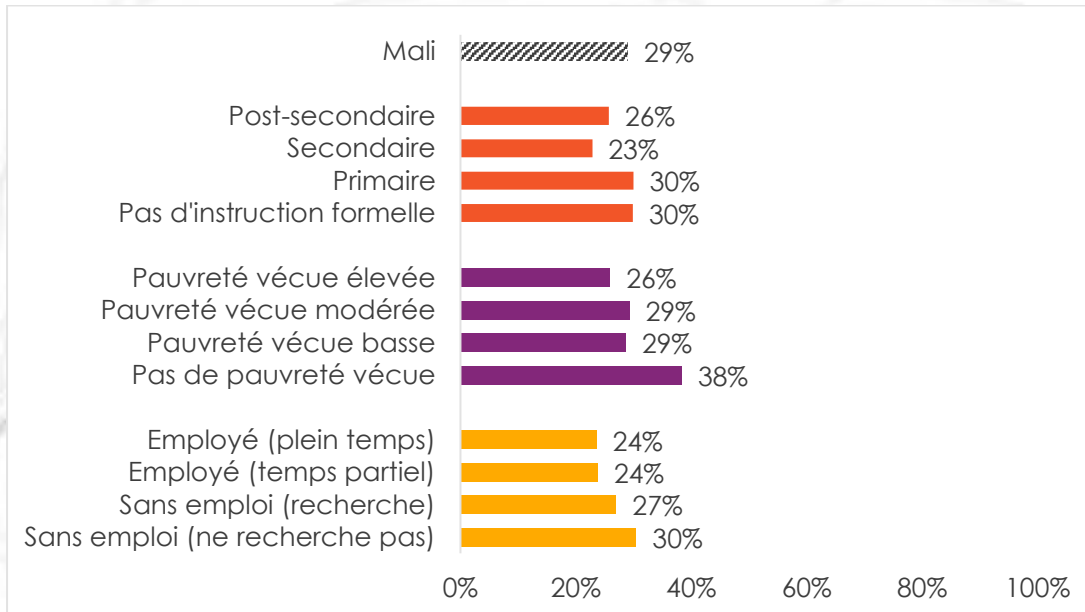
Figure 12: 'L'Islam est incompatible avec la liberté d'expression' | par groupe socio-démographique | Mali | 2017



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: L'Islam est incompatible avec la liberté d'expression? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Mais seulement trois répondants sur 10 (29%) sont d'accord pour dire que l'Islam « est incompatible avec le progrès économique et social ». Les répondants les plus nantis (38%) sont les plus susceptibles d'avoir cette opinion (Figure 13).

Figure 13: 'L'Islam est incompatible avec le progrès économique et social' | par groupe socio-démographique | Mali | 2017



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: L'Islam est incompatible avec le progrès économique et social? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Conclusion

Le récent conflit au Nord et au centre du Mali et l'importance croissante de l'Islam dans la sphère politique malienne ont suscité un débat public quant au rôle de l'Islam dans la société et la vie politique. Les données d'enquête révèlent des positions tranchées sur de nombreux aspects. Plus de quatre citoyens sur 10 sont opposés à la proposition de faire de l'Islam la religion d'état du Mali, proposition qui attire pourtant le soutien de la majorité. Les opinions sont plus proches d'un consensus quant au rejet de l'idée selon laquelle l'Islam prône la violence et l'affirmation selon laquelle les politiciens se servent de l'Islam pour leurs intérêts politiques. La création d'un groupe de réflexion profonde pourrait, d'une certaine façon, aider le gouvernement, la société civile, et les leaders religieux à relever le défi d'orientation des discussions publiques vers un compromis unificateur entre l'Islam et la démocratie.

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – quels que soient la question, le pays et le Round d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- BBC. (2013). Mali crisis: Key players. <http://www.bbc.com/news/world-africa-17582909>.
- Coulibaly, M., & Coulibaly, M. (2018). Impacts et séquelles de la crise au Mali: psychologiques, économiques, et tenaces. Dépêche No. 190 d'Afrobaromètre. <https://afrobarometer.org/publications/ad190-impacts-et-sequelles-de-la-crise-au-mali-psychologiques-economiques-et-tenaces>.
- George, W. L. (2012). Mali's irrevocable crisis. Al Jazeera. <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2012/04/201241572956363410.html>.
- GREAT (Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique). (2017). Résumé des résultats: 7ème Round de l'enquête Afrobaromètre au Mali. https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Summary%20of%20results/mli_r7_sor_fr_110418.pdf.
- Haïdara, B. (2015). Les formes d'articulation de l'Islam et de la politique au Mali. Géographie. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01319122/document>.
- Human Rights Watch. (2017). Mali country report 2016. <https://www.hrw.org/world-report/2017/country-chapters/mali>.
- International Crisis Group. (2017). The politics of Islam in Mali: Separating myth from reality. Report No. 249. <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/mali/249-politics-islam-mali-separating-myth-reality>.
- Lacher, W. (2013). The Malian crisis and the challenge of regional cooperation. *Stability: International Journal of Security and Development*, 2(2).
- Laub, Z., & Masters, J. (2015). Al-Qaeda in the Islamic Maghreb. Council on Foreign Relations. <https://www.cfr.org/backgrounder/al-qaeda-islamic-maghreb>.

Thomas Isbell est doctorant à l'Université du Cap en Afrique du Sud. Email: tisbell@afrobarometer.org.

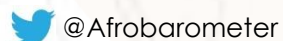
Fadimata Haïdara est économiste de l'Université de Stuttgart-Hohenheim (Allemagne) et est affiliée au Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT) au Mali. Email: fadimatah@yahoo.fr.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a reçu le soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Fondations Open Society, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, du Département d'Etat des États-Unis, de l'Agence américain pour le développement international (USAID) via l'Institut américain de la paix (USIP), du National Endowment for Democracy, et de Transparency International.

Les dons permettent au projet Afrobaromètre de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Aba Kittoe (akitoe@afrobarometer.org) pour discuter de financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 211 d'Afrobaromètre | 4 juin 2018